Encadrement juridique et institutionnel de la violence et du harcèlement en ligne au Sénégal

Par : Assane Sy | juin-Juillet 2025

Contexte :

L'avènement des technologies numériques au Sénégal a marqué une transformation profonde de la société en matière d'accès à l'information, de participation citoyenne et de liberté d'expression. Nous sommes à un tournant où on est tous producteur, diffuseur ou éditeur de contenu en ligne. L'Internet et les médias sociaux ont ouvert des espaces nouveaux de débat public avec plus de liberté et d'autonomie, caractérisés par un engagement civique et de créativité, notamment pour les jeunes. Toutefois, cette dynamique vertueuse s'accompagne d'un phénomène tout aussi inquiétant, celui de la montée en puissance, d'une façon exponentielle des violences et des harcèlements en ligne.

Ces formes de violence, naturellement connues dans la vie réelle s'est vite transposées dans le monde virtuel où les utilisateurs s'adonnent à des pratiques malsaines, déconcertantes et parfois même contraires à nos réalités sociales. On est véritablement à l'ère des violences numériques, virtuelles ou encore au phénomène du cyberharcèlement. Ces formes de violences numériques ne se limitent pas tout simplement à des désaccords d'opinion ou à des débats animés, elles traduisent parfois une véritable culture à l'attaque, du lynchage virtuel et de la persécution à travers les plateformes sociales que nous utilisons quotidiennement.

Dans un monde où les règles du vivre-ensemble peinent à se traduire dans l'espace virtuel, l'encadrement juridique et institutionnel de ces pratiques devient une nécessité urgente, cruciale. Le Sénégal, comme la plupart des autres pays du continent se trouve entre le marteau et l'enclume : entre garantir la liberté d'expression, droit fondamental reconnu par la Constitution, et protéger les citoyens contre les abus qui menacent leur dignité, leur sécurité psychologique et leur intégrité numérique.

Ces types de violences nouvelles peuvent prendre des formes différentes et variées, et se manifestent parfois par des comportements répétés, ayant pour objectif de nuire à autrui, ou encore de porter atteinte à la réputation ou à la vie privée de la victime. Ces actes peuvent inclure la diffusion non consentie d'images ou de vidéos intimes (données personnelles), d'escroquerie sentimentale, de chantage affectif ou sexuel (sextorsion), d'usurpation d'identité numérique, de diffamation ou diffusion de fausses nouvelles, d'incitation à la haine raciale, religieuse, politique, ethnique, de commentaires sexistes ou homophobes, de menaces de mort ou de viol, entre autres.

Ces actes sont fréquemment dirigés contre des femmes, des personnalités publiques, des journalistes, des activistes ou même des citoyens ordinaires devenus, malgré eux, des cibles de la vindicte populaire. La généralisation des réseaux sociaux et de l'Internet mobile expose de nombreux Sénégalais à des formes nouvelles de harcèlement. Les études montrent que les femmes sont particulièrement vulnérables

: environ 70 %¹ d'entre elles ont subi une forme de cyber-violence. Si de telles pratiques deviennent à la fois faciles et banales, c'est dû à l'anonymat offert par les outils du numérique, conjugué à la viralité des contenus, permettant ainsi à ses pratiques de se propager à une vitesse déconcertante, laissant les victimes souvent sans recours effectifs.

Des jeunes sénégalais affirment avoir reçu chaque jour sur Facebook ou WhatsApp des messages insultants, des contenus à caractère obscènes ou des chantages sexuels par webcam qui perturbent leur scolarité ou leur quiétude psychologique. L'une d'entre elles a fini par porter plainte après avoir capturé de nombreux messages via WhatsApp venant de son prédateur. Elle a déposé une plainte auprès de la commission de protection des données personnelles et à la gendarmerie². Ces observations témoignent d'une culture grandissante de la violence en ligne au Sénégal, qui se manifeste par des injures, des menaces, du Doxing, voire des chantages.

Selon le commissaire Aly Kandé, chef de la Division spéciale Cybercriminalité, le cyber harcèlement est le fait d'utiliser les technologies d'information et de la communication pour porter délibérément atteinte à un individu, d'une manière répétée dans le temps. *« C'est une forme d'agression qui se caractérise par la réception non désirée et répétée de messages, par tous les canaux, pour nuire une ou un groupe de personnes. Cela se traduit, à la longue, par une dégradation de la santé physique ou mentale de la personne harcelée. C'est une forme de mal faisances qui n'épargne aucune catégorie de la société³ »*, prévient-il.

Par ailleurs, il informe qu'au sein de la Division spéciale de la Cybercriminalité, le harcèlement le plus récurrent concerne les diffusions de données à caractère personnel notamment des images et vidéos qui pourraient porter atteinte à l'intégrité morale de la personne. *« La couche féminine est la plus grande victime de ce harcèlement car n'ayant pas assez d'outils pour faire face à de telles pratiques. Toutefois, il faut noter que toutes les tranches d'âges et couches sociales sont parmi les victimes⁴ »*, souligne le commissaire.

Cette expansion incontrôlée de la violence en ligne met en lumière une faille majeure dans la régulation du cyberspace sénégalais, qui semble avoir évolué plus rapidement que le cadre juridique du numérique. Face à cette réalité, le Sénégal dispose d'un arsenal juridique pluridisciplinaire, mais celui-ci reste souvent incomplet, obsolète ou mal appliqué.

¹ <https://polaris-asso.org/le-cyberspace-est-aussi-un-territoire-de-violences-contre-les-femmes/#:~:text=%C3%A0%20d%E2%80%99autres%20formes%20de%20violences,r%C3%A9putati on>

² <https://www.sudquotidien.sn/dossier-cyber-harcèlement-des-filles-souffrent-en-silence/>

³ <https://www.sudquotidien.sn/la-couche-feminine-est-la-plus-grande-victime-de-ce-harcèlement-en-ligne-commissaire-aly-kande-chef-de-la-division-speciale-cybercriminalite/#:~:text=Selon%20le%20commissaire%20Aly%20Kand%C3%A9%2C,il>

⁴ Ibid.

Le cadre juridique relatif au cyberharcèlement et violence en ligne au Sénégal

A ce jour, le Sénégal ne dispose pas d'une loi spécifique dédiée au cyberharcèlement ou encore à la violence en ligne. Toutefois, on dispose d'un arsenal législatif couvrant de manière éclatée, éparse ces types d'infractions. Les textes applicables en la matière sont principalement issus de la loi 2016-29 du 08 Novembre 2016, portant code pénal, le cadre juridique de 2008, orienté sur la cybercriminalité et la protection des données personnelles, le code de la presse de 2017 et le code des communications électroniques de 2018-28. A cela s'ajoute un cadre institutionnel en occurrence la commission de protection des données personnelles (CDP), la Division spéciale de Cybersécurité de la police nationale (DSC), les instances juridiques, tous, visant à assurer l'organisation et le fonctionnement de l'écosystème des technologies numériques.

Sur le plan pénal, le harcèlement a toujours été pris en compte par les dispositifs juridiques existants. Selon l'article 319 bis, « *Le fait de harceler autrui en usant d'ordres, de gestes, de menaces, de paroles, d'écrits ou de contraintes dans le but d'obtenir des faveurs de nature sexuelle, par une personne abusant de l'autorité que lui confèrent ses fonctions sera puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de 50.000 à 500.000 francs. Lorsque la victime de l'infraction est âgée de moins de 16 ans, le maximum de la peine d'emprisonnement sera prononcé⁵.* »

Ainsi, à l'ère des technologies numériques, le harcèlement prend une nouvelle forme et les violences s'intensifient. C'est ainsi que dans la loi 2016-29 du 08 Novembre 2016 portant code pénal, le législateur a créé un titre spécifique aux infractions liées aux technologies de l'information et de la communication (Titre IV). Ce corpus pénal cybernétique incrimine de nouvelles infractions, notamment celles relatives au cyberharcèlement et à la violence en ligne. L'article 431-42 dispose que « La menace faite, par le biais d'un système informatique, de commettre une infraction pénale envers une personne en raison de son appartenance à un groupe qui se caractérise par la race, la couleur, l'ascendance, l'origine nationale ou ethnique ou la religion ou envers un groupe de personnes qui se distingue par une de ces caractéristiques est punie d'un emprisonnement de six mois à sept ans et d'une amende de 500 000 francs à la 000 000 de francs. » Toujours dans le prolongement des sanctions, l'article 431-43 dispose que « L'insulte commise par le biais d'un système informatique envers une personne en raison de son appartenance à un groupe qui se caractérise par la race, la couleur, l'ascendance, l'origine nationale ou ethnique ou la religion ou envers un groupe de personnes qui se distingue par une de ces caractéristiques est punie d'un emprisonnement de six mois à sept ans et d'une amende de 500 000 de francs à la 000 000 de francs ».

A cela s'ajoute d'autres types d'infractions telles que les atteintes aux systèmes (piratage, sabotage), les atteintes aux données (intrusion dans les bases de données, altération de fichier), et les infractions se rapportant aux contenus (Ex-Pornographie

⁵ <https://droit-afrique.com/upload/doc/senegal/Senegal-Code-1965-penal.pdf>

infantile, prévues aux articles 431-34 à 431-37) du code pénal de 2016. Cette loi a donc pris en compte les menaces technologiques, mais elle ne définit pas d'infraction spécifique nommée « harcèlement en ligne ».

La liberté de communication en ligne est par ailleurs affirmée par la loi 2008-08 sur les transactions électroniques, qui dispose que toute restriction ne peut être justifiée que par le respect de la dignité humaine, de la sécurité et de l'ordre public⁶. Cette loi consacre également un droit de réponse en ligne, c'est-à-dire que toute personne citée sur internet peut demander la modification ou la suppression du contenu l'impliquant⁷, ce qui participe davantage à la protection de l'honneur des victimes de violence en ligne ou de cyberharcèlement.

S'agissant de la régulation des contenus, c'est la loi 2017-27 relative à la presse qui prévoit des sanctions pour les infractions telle que la diffamation ou l'injure commise par voie médiatique, y compris en ligne, sur le fondement des textes antérieurs (Code pénal).

Enfin, la loi 2008-12 du 25 janvier 2008 portant protection des données personnelles a institué la Commission de protection des données personnelles (CDP) pour défendre la vie privée des citoyens. La CDP dispose du pouvoir d'instruire les plaintes relatives à l'usage abusif de données personnelles (exemple les messages indésirables, les messages haineux, la diffusion de donnée sans le consentement de la personne concernée). Cette loi peut ainsi servir de levier juridique contre certains cas d'infractions relatives au cyberharcèlement, mais ses procédures restent toutefois méconnues du grand public⁸.

Ainsi, il est important de reconnaître que le cadre juridique sénégalais regorge de dispositions fragmentaires : il existe des incriminations annexes (injures, diffamation, intrusion, etc.), mais pas de texte unifié portant le concept de « harcèlement en ligne » ou une définition exacte de violence en ligne. La société civile critique très souvent l'imprécision de ces textes, qui présentent « de nombreuses restrictions de contenus formulées de manière imprécise⁹ », et souligne que la mise en application des lois exige un équilibre délicat entre protection des victimes et liberté d'expression.

Le cadre institutionnel et les acteurs de lutte contre le cyberharcèlement et la violence en ligne au Sénégal

⁶ <https://www.wipo.int/wipolex/en/legislation/details/10283>

⁷ Ibid.

⁸ <https://polaris-asso.org/le-cyberespace-est-aussi-un-territoire-de-violences-contre-les-femmes/#:~:text=A%20un%20niveau%20collectif%2C%20certes%2C,et%20libert%C3%A9s%20des%20femmes%20connect%C3%A9es>

⁹ <https://article19ao.org/senegal-analyse-de-quelques-lois-relatives-a-internet/#:~:text=Cependant%2C%20un%20grand%20nombre%20d%E2%80%99%C3%A9l%C3%A9ments,mena%C3%A7ant%20d%E2%80%99exclure%20la%20plupart%20des>

Beaucoup d'acteurs et d'institutions œuvrent dans la lutte contre les nouvelles formes de violences et d'harcèlement instauré par les technologies de l'information et de la communication. Parmi eux, on peut évoquer la Division spéciale de cybersécurité (DSC) de la police nationale, longtemps placé sous l'autorité du commissaire Aly Kandé. Dans un entretien publié par le quotidien national « sud quotidien », le commissaire Kandé rappelle que le cyberharcèlement comporte plusieurs dimensions répétitives et intrusive, touchant pour la plupart les femmes qui sont cette couche sociale la plus vulnérable¹⁰. Il confirme par la même occasion que la Divisions spéciale de cybersécurité traite principalement des cas de diffusion abusive de données personnelles en ligne (images, vidéos). La Police Nationale dispose également d'une Brigade Spéciale de lutte contre la cybercriminalité, chargé d'enquêter sur les délits numériques, y compris le harcèlement en ligne¹¹. Les victimes peuvent déposer une plainte soit directement en commissariat, soit via cette division spécialisée.

En parallèle, la commission de protection des données personnelles (CDP) représente l'organe national dédié aux données personnelles. En principe, elle est chargée de veiller à la protection des données personnelles instruit par la loi 2008-12 du 25 janvier 2008. La CDP instruit certains signalement de cyberviolences. Par exemple, des victimes de harcèlement par messages ont saisi la CDP après avoir réuni des preuves (captures d'écran) de l'abus¹². La CDP peut collaborer parfois avec la gendarmerie et le procureur pour faire respecter la loi, mais son rôle exact en matière de harcèlement n'est pas clairement défini dans la loi.

Au niveau gouvernemental, plusieurs organes et institutions s'intéressent de plus en plus à la question de la lutte contre la violence en ligne et la cyberharcèlement. Le ministère de la Justice traite les poursuites, tandis que le Ministère de l'Economie numérique et des télécommunications mène des politiques de cybersécurité. Dans sa démarche de lutte supra nationale contre les actes cybercriminels, le Sénégal a notamment adhéré à la convention de Budapest sur la cybercriminalité, en décembre 2016, justifiant son engagement à renforcer la coopération internationale¹³.

En interne, la stratégie nationale de cybersécurité fixe comme objectif « le renforcement des cadres juridique et institutionnel de la cybersécurité¹⁴ ». sur le plan

¹⁰ <https://www.sudquotidien.sn/la-couche-feminine-est-la-plus-grande-victime-de-ce-harcelement-en-ligne-commissaire-aly-kande-chef-de-la-division-speciale-cybercriminalite/#:~:text=Par%20ailleurs%2C%20il%20informe%20qu%E2%80%99au,les%20victimes%20%BB%2C%20souligne%20le%20commissaire>

¹¹ <https://www.quichetjeunesse.sn/ressources/harcelement-et-cyberharcelement-les-bons-reflexes-adopter#:~:text=La%20Police%20nationale%20s%3%A9n%3%A9galaise%20dispose,porter%20plainte%20dans%20n%27importe%20quel>

¹² <https://www.dakar-echo.com/des-filles-au-senegal-souffrent-en-silence-du-harcelement-sur-les-reseaux-sociaux/#:~:text=POUR%20UNE%20MEILLEURE%20PROTECTION%20DES,Les%20gens>

¹³ https://www.coe.int/fr/web/octopus/country-wiki-ap/-/asset_publisher/CmDb7M4RGb4Z/content/senegal#:~:text=cybercriminalit%C3%A9%20et%20de%20la%20preuve,la%20cybercriminalit%C3%A9%20en%20d%C3%A9cembre%202016

¹⁴ https://www.coe.int/fr/web/octopus/country-wiki-ap/-/asset_publisher/CmDb7M4RGb4Z/content/senegal#:~:text=,r%C3%A9gionaux%20et%20internationaux%20de%20cybers%C3%A9curit%C3%A9

social, des organisations de défense des droits des femmes et des ONG défendant les droits numériques (Article 19, Polaris Asso, Africtiviste, Jonction) font pression pour une amélioration de la prise en charge du cyberharcèlement dans le corpus juridique sénégalais.

Lors d'évènements publics, l'Organisation internationale du travail (OIT) a recommandé au Sénégal de ratifier la convention 109 sur la violence et le harcèlement au travail¹⁵, ce qui élargit ainsi la lutte à l'environnement professionnel (e visibilisant le harcèlement, y compris numérique). En outre, des experts suggèrent de renforcer la commission de protection des données, surtout ce qui est de ses pouvoirs d'auto-saisine et de sanction financière, comme à l'image du CNIL.

A cela s'ajoute des actions concrètes menées par certaines structures et organisations civiles. En 2023, Archivistes (Association de défense de la liberté d'expression) a lancé la campagne « Taxawtem ! Aar sunu Bop » contre les violences sexistes en ligne¹⁶. Cette initiative soutenue par Internews informait le public sur le cyberharcèlement des femmes et encourageait des comportements « respectueux dans les interactions numériques ». Elle diffusait des témoignages de victimes et des statiques poignantes pour illustrer la gravité du phénomène. De même en Novembre 2022, Polaris consortium a organisé la campagne « non aux violences en ligne » dans les collèges et lycées du Sénégal. Cette campagne a visé à former environ 100 000 élèves et enseignants sur les bons réflexes en ligne, en soulignant que les jeunes filles sont particulièrement exposées aux cyber harcèlement¹⁷.

Sur le plan juridique, des associations féministes et de juristes ont pris le relais pour défendre les victimes. Par Exemple l'AJS (Association des femmes juristes au Sénégal) a publié des communiqués rappelant l'importance de protéger les jeunes filles en ligne. Elle a souligné que de nombreuses victimes ne recevaient aucun retour après avoir déposé une plainte, et par la même occasion appelé au renforcement de l'action des institutions pour que les filles puissent avoir satisfaction.¹⁸

Malgré ces efforts, la coordination reste ainsi perfectible et le maillage institutionnel est encore en chantier.

¹⁵ <https://aps.sn/vers-ladoption-de-dispositions-specifiques-contre-la-violence-et-le-harcelement-au-travail2/#:~:text=travailleurs%2C%20notamment%20les%20femmes%E2%80%99%E2%80%99%2C%20a,dit>

¹⁶ https://www.pressafrik.com/AfricTivistes-lance-la-campagne-TaxawTemm-Aar-Sunu-Bopp-pour-lutter-contre-les-violences-en-ligne-envers-les-femmes-et_a260749.html#:~:text=%C2%AB%20Au%20Senegal%2C%2065,respectueux%20dans%20les%20interactions%20num%C3%A9riques

¹⁷ <https://polaris-asso.org/non-aux-violences-en-ligne/#:~:text=Une%20campagne%20unique%20et%20une,premi%C3%A8re%20au%20S%C3%A9n%C3%A9gal>

¹⁸ <https://www.sudquotidien.sn/lassociation-des-femmes-juristes-du-senegal-sengage-dans-la-lutte-contre-le-harcelement-en-ligne/#:~:text=L%E2%80%99Association%20des%20femmes%20juristes%20du, Selon%20elle>

Un cadre insuffisant pour lutter contre la violence en ligne et le cyberharcèlement au Sénégal

L'analyse du dispositif révèle plusieurs insuffisances. D'abord, la fragmentation des lois complique leur application : il n'existe pas de loi spécifique sur le harcèlement en ligne, et les victimes doivent naviguer entre code pénal (injures, diffamation, harcèlement sexuel), loi pénale 2016-29 (attaques informatiques) et la loi sur la protection des données personnelles. Cette complexité s'ajoute au manque notoire de sensibilisation aux droits numériques. Comme le note Polaris Asso, la loi de 2008 sur la protection des données personnelles est peu connue du public et mériterait d'être mieux diffusée¹⁹. De fait, certaines victimes ont du mal à regrouper les preuves pour comprendre qu'elles peuvent saisir la CDP. La réticence à signaler les abus est également nourrie par la stigmatisation et la méfiance envers l'institution judiciaire.

A cela s'ajoute l'inefficacité de nos lois qui principalement datent de 2008, et qui sont dépassées par les technologies numériques. Ensuite, l'efficacité reste très dépendante de l'action des forces de l'ordre et de la justice. Or les enquêtes sur Internet exigent des compétences techniques pointues. Article 19 déplore que certaines législations soient formulées de manière imprécise et potentiellement de portée trop large », ce qui peut très souvent retarder les poursuites²⁰. Les magistrats sénégalais ne sont pas suffisamment formés en nombre aux techniques de recherche de preuves numériques, et peu de campagnes d'information ont été menées pour encourager les dépôts de plaintes. Il en résulte un traitement souvent lent ou incomplet des dossiers. De plus toute régulation visant la violence en ligne doit ménager la liberté d'expression : les autorités veillent à ne pas infantiliser le cyberspace, craignant d'ouvrir la voie à une censure élargie. Ce dilemme rend les débats sur la lutte contre la violence en ligne et le cyberharcèlement particulièrement sensibles.

De surcroît, on note également une responsabilité très limitée des plateformes numériques internationales, telles que les GAFAM. Cette responsabilité est cruciale face à l'augmentation des cas de cyberharcèlement et de violence en ligne, particulièrement chez les jeunes et les femmes. Nonobstant le cadre légal existant, la modération et l'autorégulation des contenus reste à ce jour peu adaptée aux réalités locales et aux normes culturelles du Sénégal, ce qui rend poreuse les mécanismes de signalement et de retrait de contenu nuisible mis en place par ces plateformes. Parallèlement, on note un niveau significatif d'analphabétisme numérique (illettrisme) qui touche une bonne partie de la population sénégalaise, précisément les zones rurales où la fracture numérique s'est installée, et les initiatives de renforcement de capacités numériques se font très rares. Cette carence de capacitation numérique dans le domaine de la protection des données personnelles,

¹⁹ <https://polaris-asso.org/le-cyberspace-est-aussi-un-territoire-de-violences-contre-les-femmes/#:~:text=A%20un%20niveau%20collectif%2C%20certes%2C,et%20libert%C3%A9s%20des%20femmes%20connect%C3%A9es>

²⁰ <https://article19ao.org/senegal-analyse-de-quelques-lois-relatives-a-internet/#:~:text=Cependant%2C%20un%20grand%20nombre%20d%E2%80%99%C3%A9l%C3%A9ments,mena%C3%A7ant%20d%E2%80%99exclure%20la%20plupart%20des>

la détection de fake news ou des mécanismes de signalement de contenu inapproprié renforce en quelque sorte la vulnérabilité des populations face aux violences en ligne et aux cyberharcèlements.

Recommandations pour les différentes parties prenantes

Pour combler les insuffisances actuelles, plusieurs pistes d'actions sont ainsi recommandées :

Du point de vue juridique, le législateur sénégalais pourrait donc introduire dans le code pénal ou dans un autre texte dédié une infraction spécifique au cyberharcèlement, en s'inspirant des définitions internationales. Par exemple dans un plaidoyer, Article 19 recommande d'élargir l'article 431-7 (incitation à la haine en ligne) pour y inclure les motifs notamment le genre, l'âge, les opinions politiques ou autres, les orientations sexuelles, l'identité sexuelle et le handicap. Pour les délits d'incitation à la violence, à la discrimination et l'hostilité, il est nécessaire de rajouter une clause sur l'intention²¹. De même, les autorités doivent envisager d'insérer des définitions explicites de harcèlement en ligne, calquées sur celle de l'OIT (Organisation internationale du Travail) ou de la CDP²². Ces précisions légales protégeraient mieux les victimes et donneraient aux juges un cadre plus clair pour appliquer la loi. En sus de ces recommandations d'ordre juridique, il apparaît également essentiel d'actualiser le cadre juridique existant afin de l'adapter aux évolutions rapides des technologies numériques.

Du côté des forces de l'ordre et des acteurs de la justice, il est crucial de former spécifiquement policiers, gendarmes et magistrats aux nouvelles formes de violences et de harcèlement en ligne. La Division spéciale de cybersécurité doit également renforcer ses équipes techniques et ses partenariats avec des spécialistes (Experts informatiques, psychologues). La création d'une plateforme nationale de signalement en ligne faciliterait également l'accès aux droits pour les victimes. Par exemple la CDP et la police nationale pourraient mettre en place ensemble un guichet numérique ou signaler les abus (comme à l'image du portail de la CNIL). Il faut également allouer des ressources suffisantes aux enquêtes. Le témoignage de certaines victimes montre qu'elles peinent à obtenir un suivi de plainte. En ce sens, des campagnes médiatiques doivent être faites pour encourager les victimes à déposer des plaintes au niveau des instances compétentes.

Du point de vue institutionnel, il faut comprendre que la lutte contre la violence et le harcèlement en ligne nécessite une approche interdisciplinaire. En ce sens, il est fortement recommandé de créer un comité ou taskforce regroupant l'Etat, la justice, les forces de l'ordre, la CDP, la société civile), dédié à la cyberviolence et au

²¹ <https://article19ao.org/senegal-analyse-de-quelques-lois-relatives-a-internet/#:~:text=de%20publication%20des%20services%20de,la%20d%C3%A9finition%20des%20co%20ntenus%20racistes>

²² <https://polaris-asso.org/le-cyberespace-est-aussi-un-territoire-de-violences-contre-les-femmes/#:~:text=protection%20des%20donn%C3%A9es%20personnelles%20du,soi%20une%20inj%20stice%20en%20plus>

cyberharcèlement. Dans cet optique, certaines associations comme Polaris avaient déjà suggérer à ce qu'on intègre au sein de la CDP un organe indépendant chargé de suivre les questions de cyberviolences contre es femmes²³. Dans ce sens, un groupe de travail peut ainsi aider à harmoniser les stratégies entre acteurs de l'écosystème afin de garantir la mise en œuvre des stratégies de lutte contre la cybercriminalité, et de veiller scrupuleusement au respect des engagements internationaux du Sénégal (Convention de Budapest). Il conviendrait également de promouvoir d'appliquer les textes déjà ratifier pour aligner le pays sur les bonnes pratiques régionales et mondiales.

S'agissant du secteur privé et de la société civile, ils jouent un rôle crucial dans la lutte contre la violence et le harcèlement en ligne. En effet, les plateformes internet et les opérateurs de télécommunication jouent un rôle central dans la régulation des contenus. Il faut impérativement les encourager à mettre en place des mécanismes locaux de modérations telle que la facilitation du signalement d'abus aux équipes locales, la suppression rapide des contenus haineux ou pornographiques, la protection des données personnelles des utilisateurs. Par exemple les OTT (over the top) et les autres sites d'informations générales en ligne doivent mettre en place des numéros d'appel ou formulaire francophones, ou même en langues locales pour faciliter le signalement de certaines infractions en ligne.

En parallèle, les organisations non gouvernementales, les organisations communautaire de base, les organisations de la société civile, les écoles et les médias doivent joindre leurs efforts et mutualiser leurs forces dans la sensibilisation de masse. Des programmes éducatifs, des programmes d'éducation au numérique à l'échelle nationale, des ateliers pratiques soutenues par les différents ministères concernés permettra de réduire drastiquement cette montée exponentielle des cas de violence et de harcèlement en ligne. Seule une bonne culture numérique nous permettra de maîtriser ces nouvelles pratiques cybercriminelles. Et comme on le dit très souvent, l'aspect préventive doit toujours primer sur l'aspect répressif.

En plus de cela, il est fortement recommandé d'instituer des indicateurs de suivi, par exemple mesurer chaque année le nombre de plainte enregistrées pour les cas de cyberviolence, leur résolution judiciaire, et mieux encore recueillir les retours et témoignages des victimes. Un observatoire indépendant ou étatique pourrait par exemple publier un rapport annuel sur l'état des lieux sur la cyberviolence et le cyberharcèlement au Sénégal. Ces données permettraient d'ajuster les lois et la pratiques et de rendre la lutte plus efficace.

En résumé, le Sénégal dispose d'un socle législatif et institutionnel partiel pour lutter contre les violences et le harcèlement en ligne, mais celui-ci demande à être complété et mieux appliqué. Un encadrement explicite, des moyens renforcés et une

²³ <https://polaris-asso.org/le-cyberespace-est-aussi-un-territoire-de-violences-contre-les-femmes/#:~:text=Souvent%2C%20il%20y%20a%20la,cyber%20violences%20contre%20les%20femmes>

coordination accrue, adossés de campagnes de sensibilisation permettront de réduire ces pratiques cybercriminelles sur Internet, tout en préservant les libertés fondamentales. Nos recommandations ci-dessous visent à guider les pouvoirs publics, les forces de l'ordre, les entreprises numériques et la société civile dans cet effort partagé.

Références :

- Le cyberspace est aussi un territoire de violences contre les femmes... – Polaris Asso, <https://polaris-asso.org/le-cyberspace-est-aussi-un-territoire-de-violences-contre-les-femmes>
- Des filles au Sénégal souffrent, en silence du harcèlement sur les réseaux sociaux | Dakar-Echo, <http://www.dakar-echo.com/des-filles-au-senegal-souffrent-en-silence-du-harcelement-sur-les-reseaux-sociaux/>
- «La couche féminine est la plus grande victime de ce harcèlement en ligne», Commissaire Aly Kandé, chef de la division spéciale cybercriminalité - Sud Quotidien, <https://www.sudquotidien.sn/la-couche-feminine-est-la-plus-grande-victime-de-ce-harcelement-en-ligne-commissaire-aly-kande-chef-de-la-division-speciale-cybercriminalite/>

- Harcèlement et cyberharcèlement : les bons réflexes à adopter | Guichet Jeunesse, <https://www.guichetjeunesse.sn/ressources/harcelement-et-cyberharcelement-les-bons-reflexes-adopter>
- Senegal - Loi n°1965-60 du 21 juillet 1965 portant Code penal (www.droit-afrique.com), <https://www.droit-afrique.com/upload/doc/senegal/Senegal-Code-1965-penal.pdf>
- Loi n° 2008-11 sur la Cybercriminalité, Sénégal, WIPO Lex, <https://www.wipo.int/wipolex/fr/legislation/details/6226>
- Sénégal - Octopus Cybercrime Community |https://www.coe.int/fr/web/octopus/country-wiki-ap/_asset_publisher/CmDb7M4RGb4Z/content/senegal
- Loi sur les transactions électroniques, <https://wipolexres.wipo.int/edocs/lexdocs/laws/fr/sn/sn012fr.html>
- Fake news au Sénégal : Un cadre juridique strict, entre nécessité de (...) - OSIRIS <https://www.osiris.sn/fake-news-au-senegal-un-cadre-juridique-strict-entre-necessite-de-regulation-et.html>
- Sénégal: Analyse de quelques lois relatives à Internet – Article19 <https://article19ao.org/senegal-analyse-de-quelques-lois-relatives-a-internet>
- Vers l'adoption de "dispositions spécifiques" contre la violence et le harcèlement au travail - APS <https://aps.sn/vers-ladoption-de-dispositions-specifiques-contre-la-violence-et-le-harcelement-au-travail-2/>
- Harcèlement en ligne : La police nationale donne les bons réflexes pour se protéger <https://www.seneneews.com/actualites/harcelement-en-ligne-la-police-nationale-donne-les-bons-reflexes-pour-se-proteger-542817.htm>